

PÉRSPECTIVES SOCIALES ET THÉORIQUES SUR LA VÉRITÉ, LA JUSTICE ET LA RÉCONCILIATION DANS LES AMÉRIQUES

PROGRAMME

25 ET 26 AVRIL
SALLE PK-1140
PAVILLON PRÉSIDENT-KENNEDY
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À
MONTRÉAL

201, AVENUE DU PRÉSIDENT-
KENNEDY, MONTRÉAL, H2X 3Y7

UQÀM | **CRIC**
Centre de recherche en immigration,
ethnicité et citoyenneté

GRIPAL

Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine

Organisé par	Leila Celis
Coordination logistique	Camille Ranger Francis Dolan Yuri Moreno
Lieu	Université du Québec à Montréal Salle PK-1140 201, Avenue du Président-Kennedy, Montréal, H2X 3Y7
Informations	Taxi Coop Montréal 514.667.8960 Tourism Montreal http://www.tourisme-montreal.org/
Contact	criec2@uqam.ca criec.uqam.ca



DESCRIPTION

Le colloque a trois objectifs. Premièrement, il s'agit de faire un état des débats concernant les politiques de vérité sur les crimes et les violations des droits humains commis, p. ex., dans le contexte des dictatures du Cône Sud, des guerres civiles en Amérique latine ou des pensionnats autochtones en Amérique du Nord.

Deuxièmement, il vise à paver la route à la production d'une analyse comparative et intersectionnelle sur les discriminations et les violences qui mènent à des crimes de masse, ainsi qu'à identifier des alternatives sociales. Finalement, ce colloque vise à mettre en valeur la contribution des survivant.e.s et des défenseur.e.s des droits humains à l'avancement des connaissances sur la vérité, la justice et la réconciliation.

Ayant lieu à Montréal, ce colloque accordera une attention particulière à l'analyse des débats locaux et d'actualité sur les questions de vérité et de justice au sujet des exactions commises à l'égard des Autochtones : rapport de la Commission Royale sur les peuples autochtones, histoire sombre des pensionnats, disparitions et assassinats de femmes autochtones.

PARTENAIRES



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada



Département de sociologie

FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES



Faculté des sciences humaines

Université du Québec à Montréal



GRIAAC

Groupe de recherche interdisciplinaire
sur les affirmations autochtones contemporaines

FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES
Université du Québec à Montréal



CSCS

Chaire de recherche du Canada
en Sociologie des conflits sociaux

FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES
Université du Québec à Montréal



CIÉRA

Centre interuniversitaire d'études
et de recherches autochtones

RéQEF RÉSEAU
QUÉBÉCOIS
EN ÉTUDES
FÉMINISTES



FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.
QUEBEC NATIVE WOMEN INC.

PROGRAMMATION

MERCREDI 25 AVRIL 2018

MOT D'INTRODUCTION

9:30

Leila Celis & Rachad Antonius,
Département de sociologie, UQAM

PANEL 1: LES CHEMINS DE LA VÉRITÉ ET LA RÉCONCILIATION AU CANADA. ESPOIRS ET TENSIONS

9:40

Présidence : **Audrey Rousseau**, Centre de recherches féministes,
Université York

Ghislain Picard – Où en sommes-nous? Commission de vérité et réconciliation : appels à l'action et résultats pour les Premières Nations

Karine Vanthuyne et **Brieg Capitaine** – La Commission de vérité et réconciliation du Canada : réécrire l'histoire nationale, décoloniser le Canada ?

Martin Hébert – Comment définir la réconciliation ? Mémoire, souffrance et inclusion politique dans le multiculturalisme néolibéral canadien

Pause-Café 10:55

PANEL 2: EXPRESSIONS ARTISTIQUES COMME MOYEN DE DÉNONCIATION ET RÉCONCILIATION

11:10

Présidence : **Magali Uhl** – Département de sociologie, UQAM

Tatiana Navallo et **Nuria Carton de Grammont** – Résistance, mémoire et réconciliation dans la pratique performative latino-qubécoise

Christine Brault – Corps, mémoire et résistance: l'art performance engagé dans l'espace public comme stratégie poétique de dénonciation d'enjeux sociaux

Isabelle St-Amand – Réactiver la mémoire à des fins de vérité et de réconciliation: commémoration des pensionnats et théâtre autochtone féminin

Diner 12h25 - 13h40

PANEL 3: ESPACES DE MÉMOIRE
13:40

Présidence : **Marie-Christine Doran** – École d'études politiques,
Université d'Ottawa

Pilar Riaño Alcalá – Les politiques de la mémoire et la réparation symbolique:
Le Musée National de la Mémoire et les lieux de la Mémoire

Rachel Hatcher – El Parque Escultórico a la Reconciliación en El
Salvador como lugar de memoria fracasado

Cynthia Milton – La pluma en vez de la espada: Contramemorias militares y
sus intervenciones culturales después de la CVR del Peru.

Pause-café 14h55

PANEL 4: LUTTES DE SENS ET POLITIQUES DE MÉMOIRE
15:10

Présidence : **Martin Hébert** – Département d'anthropologie,
Université Laval

David Longtin – Dire-le-juste et dire-le-vrai en contexte de violences: lutte de
sens et circulation des discours au sein des commissions de vérité au Honduras

Narda Henriquez – Mobilisations et silences, violence politique et droits
humains au Pérou.

Ricardo Peñafiel – La mémoire vivante de la rue. Analyse pluri-sémiotique du
Printemps chilien

Vin et fromage 16:30 – 18:00

CONFÉRENCE D'HONNEUR
18:00

Romeo Saganash

Député Abitibi—Baie-James—
Nunavik—Eeyou
& Porte-parole, Réconciliation

Ellen Gabriel

Membre de la nation Kanehsatàke
& militante pour les droits
des Peuples autochtones

PROGRAMMATION

JEUDI 26 AVRIL 2018

PANEL 5: MOBILISATIONS, DROIT ET MÉMOIRE

9:00

Présidence : **Marcos Ancelovici** – Département de sociologie, UQAM

Marc-André Anzueto – Juger le passé au Guatemala : une analyse du litige stratégique de droits humains réalisé par Avocats sans frontières Canada (2009-2013)

Bernard Duhaime – Le droit international et les disparitions forcées

Marie-Christine Doran – Mémoire et criminalisation des mouvements sociaux dans les sorties de conflits latino-américaines: Enjeux et défis

Pause-café 10:15

PANEL 6: LE GENRE EN TEMPS DE GUERRE ET DE « PAIX »

10:30

Présidence : **Anahi Morales-Hudon** – Faculté des sciences humaines, Université St-Paul

Camille Boutron – La violence de genre et sexuelle comme pratiques d'interconnexion entre temps de guerre et temps de "paix". Pour une perspective comparée Pérou - Colombie

Ludivine Tomasso – Processus de politisation des violences sexuelles et reproductives et lutte contre l'impunité au Pérou : de l'invisibilité à l'action ?

Sandra Rátiva Gaona – Violences, mémoires et oublis. Le Mexique et la Colombie, au-delà du récit d'histoires identiques

Diner 11:45 - 12:45

PANEL 7: LUTTES COMMUNAUTAIRES ET MÉMOIRE 12H45

Présidence : **Leila Celis** – Département de sociologie, UQAM

Egla Martínez-Salazar – Relacionalidad Necesaria: Depredacion Capitalista actual como Continuidad Reconfigurada de Previas Politicas Genocidas- Socio-Ambientales y Luchas de Mujeres Indigenas en Defensa del Territorio. Algunas Miradas desde Iximulew (Guatemala)

Ely López – La lucha de los mapuches contra el Estado y las empresas extractivas. El caso de un lof (territorio ancestral) en resistencia

Yolanda Becerra et Kelly Johana Campo – Violences, récits et territoires : un apport depuis la perspective de l'Organisation féminine populaire

Lorena Cabna – Memorias Ancestrales, para el análisis del Continuum histórico estructural de las violencias sobre los cuerpos y la tierra de las mujeres originarias.

Pause-café 14h15

PANEL 8: LE VÉCU ET LA MÉMOIRE DES VICTIMES. CONTRIBUTIONS À LA DÉMOCRATISATION 14:30

Présidence : **Marcelo Otero** – Département de sociologie, UQAM

Carlos Martín Beristain – Mémoire des victimes et transformations de la violence?

Leila Celis – Épistémologie de la souffrance : le traumatisme un rempart contre l'oubli

Adriana Pozos et Anahi Morales Hudon – Violencia sistémica en México y memoria desde los márgenes: El caso de la familia Guzmán Cruz

16:00 – 17:30

Atelier de travail pour les conférenciers
et conférencières

18:30

Souper

nom du restaurant

RÉSUMÉS



Pilar Riaño Alcalá, School of Social Work, UBC

Les politiques de la mémoire et la réparation symbolique : Le Musée National de la Mémoire et les lieux de la Mémoire

Les musées de la mémoire et des droits humains ont été l'un des moyens de réparation symbolique qui peuvent correspondre au devoir de mémoire des états et aux droits des victimes de connaître la vérité et de créer la mémoire. J'examinerai les lois et politiques de la mémoire par le biais de celles qui sont créées au Musée National de la Mémoire en Colombie. La manière par laquelle les principes d'établissement de la vérité, de la reconnaissance des victimes et des responsabilités et la garantie de non-récurrence délimitent l'horizon du Musée en tant que moyen de réparation symbolique pour les victimes de conflits armés. En parallèle à ce cadre institutionnel, j'analyserai les mouvements de la mémoire des groupes sociaux et des victimes. Je présenterai une réflexion sur les enjeux de guérison suite à l'expérience de la guerre et les responsabilités des lieux de mémoire et le contexte sociopolitique en Colombie.

Marc-André Anzueto, Département de Science Politique, UQAM

Juger le passé au Guatemala : une analyse du litige stratégique de droits humains réalisé par Avocats sans frontières Canada (2009-2013)



Plus de 20 ans après la signature des Accords de paix, la société guatémaltèque vit avec les séquelles d'un conflit armé interne majeur (1960-1996). En effet, des défis s'imposent par rapport au devoir de mémoire et le droit à la justice, en particulier chez les populations autochtones d'origine maya. L'impunité endémique au sein du Guatemala post-conflit limite le droit à la justice pour les victimes directes et indirectes. C'est pourquoi des efforts transnationaux de lutte contre l'impunité au Guatemala se poursuivent. À cet égard, Avocats sans frontières Canada (ASFC) met de l'avant le litige stratégique de cas emblématiques envers des militaires guatémaltèques pour génocide et crimes contre l'humanité favorisant la mise en place de mesures de vérité, justice et réparation. Or, considérant l'appui financier du gouvernement canadien au travail d'ASFC et l'intensification des investissements canadiens dans le secteur extractif au Guatemala, cette intervention suscite une certaine ambiguïté.



Yolanda Becerra et Kelly Johana Campo, Organizacion Femenina Popular

Violences, récits et territoires: un apport depuis la perspective de l'Organisation féminine populaire

L'organisation féminine populaire, avec ces 45 ans d'existence, contribue à construire une mémoire historique basée sur les histoires des femmes de secteurs populaires. Ces récits reconstruits depuis leurs territoires visent à reconfigurer un macro-récit qui permette la réconciliation et favorise la reconnaissance de l'impact différentiel de la violence sur les femmes en temps de guerre comme en temps de paix.

Il est fondamental de rendre visibles les causes et les conséquences de la violence et de la discrimination tout comme leurs intersections avec d'autres mécanismes historiques d'exclusion comme les conditions de classes ou la pensée politique. Nous partagerons nos expériences concrètes de construction de mémoire, notamment via les Maisons de la mémoire, lieux physiques implantés en plein cœur du territoire.

En l'absence d'une mémoire historique qui rappelle aux générations futures l'importance de transformer les paradigmes d'exclusion, de subordination et d'injustice contre les femmes, les aspirations de paix demeureront incomplètes.

Carlos Martín Beristain, Universidad de Deusto

Mémoire des victimes et transformations de la violence?



La perspective de la mémoire des victimes dans le cadre des nouvelles formes de violence constatées dans des contextes « démocratiques » entraîne l'examen des modèles d'analyse de violence collective ayant des objectifs spécifiques et des formes répandues de représentations de la réalité. Ces représentations naturalisent les formes de violence contre la population. Elles sont fréquemment minimisées dans le langage ou deviennent des formes d'invisibilisation ou de justification, elles sont incluses dans la « Crónica roja » et leurs représentations sont isolées. Dans ce contexte, l'expérience des victimes, l'impact des faits et de l'impunité, leur mémoire et leur incidence publique sont des éléments centraux de la transformation des conditions de la violence, l'attention aux victimes et la démocratisation. L'expérience de ce « devoir de mémoire » et le rôle de l'empathie comme indicateur de mémoire dans différents pays et en relation avec le Mexique et la Colombie seront analysés.



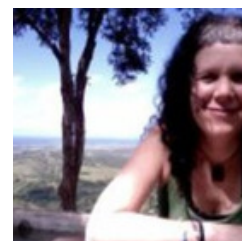
Camille Boutron , Universidad de Los Andes

Les différents enjeux de la lutte pour la reconnaissance des violences sexuelles en contexte de post-conflit. Pour une perspective comparée Pérou – Colombie

L'objectif de cette intervention sera de discuter des enjeux soulevés par la lutte pour la reconnaissance et la judiciarisation des violences sexuelles dans le cadre du conflit armé au Pérou et en Colombie. On s'interrogera sur les relations entre associations de victimes et ONG « professionnelles », et plus particulièrement sur le rôle tenu par la communauté internationale (1). On se demandera ensuite dans quelle mesure la judiciarisation des violences sexuelles participe de la construction d'une mémoire collective émancipatrice, ou si au contraire elle contribue à des formes de victimisation secondaire (2). Enfin, on réfléchira sur les correspondances entre les régimes de violence sexuelles qui s'exercent en temps de paix et en temps de guerre, ceci afin de souligner la nécessité de déconstruire l'idée « d'exceptionnalité » des violences sexuelles commises en temps de guerre afin de montrer qu'elles répondent en réalité à système d'oppression des femmes (3).

Christine Brault, Département de sociologie, UQAM

Corps, mémoire et résistance: l'art performance engagé dans l'espace public comme stratégie poétique de dénonciation d'enjeux sociaux



Cette communication vise à analyser l'impact sociologique de la résistance par la prise de parole et l'occupation de l'espace public au moyen de l'art performance engagé, et ce, particulièrement lors d'actions artistiques qui contribuent à rendre visible les réalités occultées par les groupes dominants et dans ce sens à construire des narratifs contre l'oubli. Le féminicide et sa dénonciation à travers l'action esthétique politique constituent le fil conducteur de cette communication, en particulier en ce qui concerne le Canada et le Mexique. J'aborderai ainsi l'art performance engagé comme outil de commémoration et de visibilité pour questionner cette montée des disparitions de femmes au Mexique en établissant des parallèles avec les femmes des peuples des Premières Nations au Canada. Ainsi en développant de telles stratégies artistiques et sociales, par l'action engagée des espaces de mise en lumière de la mémoire collective peuvent être créés afin d'imaginer des possibilités de changement.



Lorena Cabna, Maya Q'eqchi'-Xinka
Feminista Comunitaria territorial
Tzkát- Red de Sanadoras Ancestrales del Feminismo
Comunitario desde Iximulew-Guatemala

Memorias Ancestrales, para el análisis del Continuum histórico estructural de las violencias sobre los cuerpos y la tierra de las mujeres originarias.

Dialogaré desde la manera que lo hacemos los pueblos ancestrales y originarios en este lado del Mundo; la oralidad. Siendo mujer indígena maya xinka, y feminista comunitaria territorial, voy a aportar análisis de cosmogonía en relación de las formas patriarcales, coloniales, racistas y capitalistas neoliberales que se han construido sobre los cuerpos de mujeres indígenas y sus territorios.

Compartiré mis reflexiones acerca de qué temporalidades abarca la construcción del continuum histórico de las violencias sobre las mujeres indígenas, particularmente abordaré elementos del contexto guatemalteco que tienen que ver con patriarcado, colonización, guerra contrainsurgente, y neoliberalismo en tiempos de paz, para abordar acerca de la criminalización y judicialización de Defensoras de la vida, para ir aportando a las formas de resistencia y organización de las mujeres a la fecha actual, y lo que representa para nosotras, la reparación, el resarcimiento oficial, en relación de las formas de sanación que estamos revitalizando, para las emancipaciones.

Leila Celis, Département de sociologie, UQAM



Épistémologie de la souffrance : le traumatisme un rempart contre l'oubli

L'enjeu le plus direct de la lutte pour la mémoire est de vaincre l'oubli. En suivant la théorie du traumatisme, nous proposons l'hypothèse de la mémoire des survivants, le stress post-traumatique, comme un rempart contre l'oubli. Le stress post-traumatique n'est pas évoqué ici comme un problème d'ordre psychologique qu'il faut traiter pour venir en aide de la victime. Plutôt, il fait référence à l'impossibilité d'oublier les crimes, à l'appel de non-répétition, et par conséquent, à sa contribution dans la lutte pour la construction de sociétés sans crimes de masse.

La particularité de l'épistémologie de la souffrance est de mettre en dialogue deux niveaux de justice demandés par les victimes : la condamnation du bourreau et celle du système qui a déclenché la machine de mort. Les traumatismes issus des crimes de masse ne sont pas seulement personnels, ils sont aussi des traumatismes collectifs.



Marie-Christine Doran, École d'Études Politiques,
Université D'Ottawa

*Mémoire et criminalisation des mouvements sociaux dans les sorties de
conflits latino-américaines : Enjeux et défis*

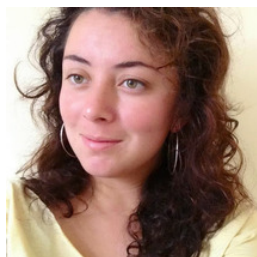
En situation de sortie de conflit, la construction de la mémoire par les acteurs sociaux révèle des enjeux cruciaux : les politiques de réconciliation hégémoniques exigent la compatibilité avec un modèle préconisant la stabilité démocratique et la continuité du modèle économique vécu durant le conflit (néolibéralisme, extractivisme). S'opère alors une sélection entre les voix des victimes « légitimes » et celles qui sont accusées d'avoir provoqué les conflits (mouvements sociaux dans le cône sud, organisations assimilées à la guérilla en Colombie ou ignorées par les effets de la violence structurelle (Femmes, Autochtones, Afro-descendants)). De plus, la présence de dynamiques de criminalisation de l'action collective dans le « post-conflit » vient enlever encore de la légitimité aux voix de ceux qui tentent de construire une Mémoire plurielle, leur présence diversifiée ramenant dans l'espace public un débat potentiel sur les causes du conflit. L'analyse de mobilisations récentes pour la Mémoire au Chili avec un regard comparatif sur la Colombie et le Mexique, révèle un continuum de luttes pour le sens autour de la légitimité du conflit social dans des processus postconflits d'emblée bien différents.

Bernard Duhaime, Département des sciences
juridiques, UQAM



Le droit international et les disparitions forcées

Le participant propose de discuter des obligations qu'ont les États en vertu du droit international relatif à la prévention, l'interdiction et la sanction des disparitions forcées ou involontaires des personnes, plus particulièrement en ce qui a trait au droit des victimes à la mémoire et à la vérité. La contribution abordera entre autres la question des réparations dans le contexte des disparitions, à la lumière d'exemples récents, dans les Amériques. Bernard Duhaime abordera ces questions tant d'une perspective de droit international des droits de la personne que des enjeux éthiques et théoriques.



Sandra Rátiva Gaona, Institutos de Ciencias Sociales y Humanidades, Universidad Autónoma de Puebla

Violences, mémoires et oublis. Le Mexique et la Colombie, au-delà du récit d'histoires identiques

Le Mexique et la Colombie sont des pays où les répertoires de violence ont marqué l'avenir de la société et ont démontré que les changements au modèle d'accumulation les affectent directement. Au lieu de comparer la violence entre les deux pays, nous proposons trois aspects en lien avec la création de la mémoire en tant qu'outil de mobilisation sociale : 1) préserver l'exercice et les efforts de création de la mémoire communautaire, locale et en marge de l'État, tant de groupes paysans, autochtones et de femmes; 2) ces initiatives confrontent l'État en tant qu'appareil d'oubli qui prétend homogénéiser et faire « une » version à partir des différents répertoires de violence; 3) les « cultures de la paix » et de « non-violence » qui promulguent les discours institutionnels relativisent les implications de la violence et mettent les groupes criminels organisés et la résistance populaire contre l'oubli au même niveau.

Rachel Hatcher, Département d'histoire,
Université Concordia

*El Parque Escultórico a la Reconciliación en
El Salvador como lugar de memoria fracasado*



Esta ponencia examina el Parque Escultórico a la Reconciliación, inaugurado en El Salvador en enero de 2017 en el 25 aniversario de la firma de los Acuerdos de Paz que pusieron fin a 12 años de Guerra Civil y muchas décadas más de dictadura militar y represión. El Parque Escultórico consiste en un mural histórico; el Monumento a la Reconciliación, creado a partir de un modelo del escultor salvadoreño Napoleón Alberto Romualdo; una placa con las firmas de las mujeres y los hombres que firmaron los Acuerdos de Paz; un Camino a la Reconciliación; y, desde noviembre de 2017, un Monumento a la Fe. Argumento que el Parque Escultórico no es un espacio de memoria “útil” porque no lleva la memoria del pasado a la vida cotidiana, por lo que no es preventivo. Además de no estar central o accesible, el parque olvida las 80,000 víctimas de la Guerra Civil y crea una distancia entre el pasado y el presente, y también el futuro, que romantiza el pasado y lo vuelve irrelevante. El Parque hace esto al celebrar una reconciliación ya lograda que olvida el hecho de que El Salvador no está reconciliado, que el país sigue siendo extremadamente violento y que las causas de la guerra continúan.



Martin Hébert, Département d'Anthropologie,
Université Laval

Comment définir la réconciliation ? Mémoire, souffrance et inclusion politique dans le multiculturalisme néolibéral canadien

L'idée d'une réconciliation entre les Peuples autochtones et l'État canadien semble liée à l'expression des souffrances autochtones. De multiples commissions enquêtant sur la discrimination systémique des Autochtones semblent fondées sur une épistémologie du témoignage, avec à la clé l'attente d'une repentance étatique et l'ouverture d'une « ère nouvelle ». Comme les principales recommandations faites dans les années 90 n'ont pas encore été mises en œuvre, ces processus semblent enlisés dans un « diagnostique » perpétuel du problème. Dans la présente communication, nous examinerons cette dynamique à la lumière de l'idée de « demi-oubli », utilisée pour parler des pratiques de mémoire dans l'État néolibéral. Nous analyserons comment ce travail sur la mémoire peut être compris comme une force assimilatrice dans l'État multiculturel canadien. Nous explorerons aussi quelques pistes envisagées pour définir une réconciliation qui ne confine pas la parole politique des peuples autochtones à des espaces d'expression de leur souffrance.

Narda Henriquez, Ciencias Sociales, Pontifica
Universidad Catolica del Peru

Mobilisations et silences, violence politique et droits humains



Les répercussions du conflit armé et le programme des droits humains ne sont pas une priorité au Pérou. Cependant, lors des deux dernières élections présidentielles, ces termes ont émergé dans le débat politique et ont donné lieu à des mobilisations citoyennes massives. Nous nous référerons à la façon dont les questions de genre ont été présentées dans ces mobilisations et les nouvelles modalités expressives et discursives qui ont donné lieu à des convergences collectives de jeunes et d'artistes activistes concernant la violence contre les femmes dans les conflits armés ainsi que la pratique de stérilisation forcée sous le gouvernement de Fujimori. En dépit de la fragmentation sociale au pays, les droits humains constituent un axe de mobilisation de référence rendant visible la participation des femmes dans la résistance ou au sein des organisations en ce qui concerne autant les questions du genre que les questions environnementales.



David Longtin, École d'Études Politiques,
Université d'Ottawa

Dire-le-juste et dire-le-vrai en contexte de violences: lutte de sens et circulation des discours au sein des commissions de vérité au Honduras

La littérature sur la justice transitionnelle aborde les commissions de vérité comme un mécanisme devant favoriser, par une rupture avec le passé violent, la transition démocratique ou la sortie de conflits, évaluant la capacité des commissions à rendre effectifs les droits à la vérité, à la justice et à la réparation découlant des conventions internationales. Or, en Amérique latine, où ces droits ont surgi des mobilisations réagissant aux pratiques répressives et à leurs dénégations, les commissions de vérité sont devenues des lieux de conflits. Elles gagnent alors à être étudiées comme dispositifs d'énonciation configurant des scènes de luttes de sens. À partir des deux commissions mises en place au Honduras suite au coup d'État de 2009 malgré la persistance des violences, cette communication comparera les pratiques discursives de juridiction et de véridiction et leurs modes de circulation configurant des scènes où se jouent des luttes pour donner sens aux violences.

Ely López, vocera Lof Trankura



RÉSUMÉ à venir



Eglá Martínez-Salazar, Human Rights and Social Justice, IIS, Carleton University

Glen Coulthard, an Indigenous Dene scholar from Turtle Island (Canada), examines how the politics of reconciliation, recognition and transitional justice have developed into a potent industry that imposes material and symbolically violent institutional and corporate mechanisms that demand forgetting and forgiving from collectivities (Pueblos) (2014). In Abya Yala (known as Latin America), the above mentioned politics have included, in some contexts, the signing of peace accords that demand forgiving and forgetting genocidal atrocities both against Mother Earth and Peoples while defenders and protectors are criminalized very often in the name of the rule of law.

Thus, it becomes a necessity, I suggest, to deeply analyzing the implications of the intensification of the militarization of land-body-territory from frameworks that investigate the relationality of current predatory capitalism as a reconfigured continuity of previous genocidal practices and discourses and from the epistemic contributions of Indigenous women.

Cynthia Milton, Département d'Histoire,
Université de Montréal

*Art as Evidence: artistic representation, memory,
and curation in post-conflict societies*



This paper focuses on the work of several artist-witnesses from post-conflict societies in order to develop a theory and methodology about artistic representations in the aftermath of violence in a comparative analysis. The principal theoretical argument underlying this study is that art, as a form of communication that witnesses and recounts, may help us understand historical narratives of experience in “limit events,” a phrase that refers to extreme societal violence. By expanding the historian’s and social scientist’s scope of inquiry to include artistic representations as a form of “truth-telling” in the aftermath of violence, this paper presents an innovative analytical model for the study of memory, truth, and violence, and tries to address some of the silences left in the wake of more official forms of inquiry, such as truth commissions and trials, and more “traditional” methodologies, such as textual analysis and oral history.



Tatiana Navallo,
Université de Montréal

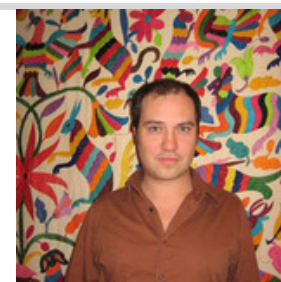
Nuria Carton de Grammont,
Université Concordia



*Résistance, mémoire et réconciliation dans la
pratique performative latino-qubécoise*

Notre présentation se centre sur une réflexion liée à l'interférence socio-politique de l'art latino-qubécois / canadien dans le champ culturel contemporain. Dans ce contexte, nous avons approché un groupe intergénérationnel d'artistes de la performance transfrontalière, dont leur praxis prend position dans le débat actuel sur la place de la diversité culturelle dans la société québécoise. Les pratiques de ce groupe – entre autres, celles de Constanza Camelo Suárez, Helena Martin Franco, Claudia Bernal, Giorgia Volpe, Christine Brault – tournent autour des poétiques dissemblables du déplacement, typiques de l'expérience migratoire. Ces actions (2005-2018), marquées par leurs propres singularités, sont appelées à s'approprier un espace public de conflit, chargé d'affectivité et dans lequel un « travail de mémoire » est activé en termes de Jelin. Ces actions performatives rendent visible à la fois les tensions entre les attentes des immigrants et les exigences d'une intégration effective dans la société d'accueil, entre autres sujets. Lorsqu'elles s'insèrent dans un cadre historique, elles interpellent le sens de notre présent et cherchent de manière créative l'ouverture d'espaces vitaux.

Ricardo Peñafiel, Département de
Science Politique, UQAM



*La mémoire vivante de la rue.
Analyse pluri-sémiotique du Printemps chilien*

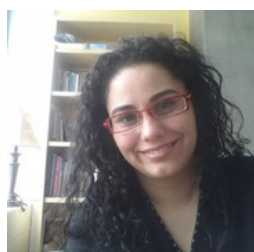
Suivant à la lettre les principes transitologiques d'un pacte entre élites modérées, les gouvernements post-dictatoriaux ont développé une politique de l'amnésie et de l'injonction de réconciliation, troquant la justice contre des demi-vérités assurant l'impunité de l'ancien régime. Lors du Printemps chilien, en 2011 (grève étudiant de six mois qui s'est transformé en un vaste mouvement de protestation), aucun des principaux protagonistes du mouvement n'avait vécu la dictature. Pourtant, dans les slogans et symboles de ce mouvement, on constate des renvois systématiques à cette période : « Assez de dictature du profit » ; « Nous vivons le résultat de l'impunité » ; etc. Ces renvois à un passé que d'aucuns voudraient « révolu » font vivre la mémoire et permettent de réhabiliter les acteurs sociaux et politiques qu'on voudrait effacer de l'histoire ; pas seulement celle du passé mais l'histoire en train de se produire par ces actes d'affirmation.



Ghislain Picard, Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador

Où en sommes-nous? Commission de vérité et réconciliation : appels à l'action et résultats pour les Premières Nations

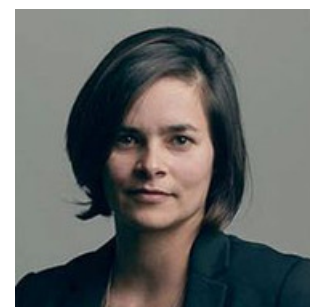
La Commission de vérité et réconciliation du Canada a publié son rapport en décembre 2015, incluant 94 appels à l'action pour tracer la voie de relations respectueuses fondées sur les principes fondamentaux de justice et d'équité politique et sociale. Les Premières Nations au Canada sont impliquées dans de nombreuses démarches pour passer de la parole aux actes suivant les recommandations de la Commission. Quels sont les progrès effectués depuis 2015? Quelles sont les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'actions réussies? Comment le point de vue des Premières Nations est-il pris en compte dans les actions mises en œuvre par le Canada et les autres paliers de gouvernement? Quelles sont les perspectives politiques à envisager pour progresser dans un cheminement commun vers un mieux-être collectif? La présentation permettra de faire le point sur les progrès effectués depuis 2015 et portera sur les conditions essentielles d'une mise en œuvre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation.



Adriana Pozos,
Université de Montréal

Anahi Morales Hudon,
Université St-Paul

*Dynamiques de genre dans le contexte de la
Guerra sucia au Mexique*



Cette présentation traitera de la mémoire historique dans une perspective de genre dans le contexte de la Guerra sucia (guerre sale ou guerre de basse intensité) au Mexique. Si les analyses de cette période sont nombreuses, plus rares sont celles qui s'intéressent au rôle joué par les guerilleras et les dynamiques de genre. Pourtant, le rôle des femmes est d'importance dans la construction de la mémoire des luttes et dynamiques de cette période. En plus de chercher à visibiliser celles-ci, nous proposons une analyse des continuités et ruptures entre l'implication des femmes durant cette période ainsi que les mobilisations plus récentes visant à dénoncer la violence politique actuelle (exécution extrajudiciaires, disparitions forcées, torture, etc.).



Isabelle St-Amand, LLCU, Queen's University

Réactiver la mémoire à des fins de vérité et de réconciliation: commémoration des pensionnats et théâtre autochtone féminin

Colonial Genocide in Indigenous North America (2014) souligne que le militantisme autochtone et certains événements politiques des dernières décennies ont renforcé la stature autochtone et généré des transformations significatives dans notre manière d'appréhender les relations entre les peuples. En prenant comme point d'ancrage la commémoration du pensionnat de Pointe-Bleue tenue à Mashteuiatsh en 2017, j'analyserai la pièce montée et présentée à cette occasion par la dramaturge attikamekw Véronique Hébert, en compagnie de Marly Fontaine, Marie-Andrée Gill, Pol Pelletier et Catherine Daczman. J'analyserai le processus de création autant que la performance en soi pour interroger la recherche de vérité et de réconciliation chez ces artistes engagées à l'échelle communautaire. Les enjeux de la conversation générée entre performeuses et spectateurs, entre filles de survivantes et survivantes, seront étudiés, ainsi que ceux du partage de récits permettant de renouer des liens brisés et redonner un sens de l'orientation attaqué par le «génocide culturel» (CVR 2015).

Ludivine Tomasso, Département de science politique, UQAM

Processus de politisation des violences sexuelles et reproductives et lutte contre l'impunité au Pérou : de l'invisibilité à l'action ?



Le Pérou comme le Guatemala ont été le théâtre de conflits internes violents opposant les forces armées étatiques à des groupes armés dissidents. Les femmes*, en grande majorité autochtones, ont été des cibles privilégiées de la répression et des violences sexuelles et reproductives (VSR). À la fin des conflits, ces deux pays ont organisé des Commissions Vérité et Réconciliation qui ont tenté d'intégrer les survivantes des VSR sans réussir, pour autant, à briser l'impunité.

Face à cette situation, des groupes de femmes tentent de remettre en question le statu quo issu des mécanismes de justice transitionnelle. Ils luttent contre l'impunité en multipliant les initiatives pour faire entendre leurs voix et celles des survivantes.

En adoptant un regard féministe intersectionnel et décolonial, l'objectif de cette présentation est d'analyser comment les groupes de femmes/féministes, au Pérou et au Guatemala, travaillent à la politisation des VSR, c'est-à-dire à leur définition comme un enjeu relevant du domaine public.

* Dans le cadre de cette proposition, nous entendons par « femme », toute personne s'identifiant comme telle.



Karine Vanthuyne, École d'études sociologiques et anthropologiques, Université d'Ottawa

La Commission de vérité et réconciliation du Canada : réécrire l'histoire nationale, décoloniser le Canada ?

La scolarisation forcée des Autochtones fut longtemps représentée comme une politique bienveillante d'assimilation par le biais de l'éducation. Ce n'est que lorsque les voix d'anciens pensionnaires devinrent « audibles » que cette représentation dominante implosa. Dans la foulée de la Commission royale d'enquête sur les peuples autochtones, les témoignages des Survivants, qui jusqu'alors n'avaient jamais été considérés comme des « vérités », devinrent des faits historiques. Les représentants autochtones qui négocièrent la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens réclamèrent la mise sur pied d'une Commission de vérité et de réconciliation dans le but de poursuivre ce travail de réécriture de l'histoire, afin d'« établir de nouvelles relations » entre Autochtones et non-Autochtones fondées « sur la reconnaissance et le respect mutuels ». Dans quelle mesure cette Commission a-t-elle contribué à mettre fin à la domination et à l'inégalité qui depuis longtemps caractérisent les relations entre Autochtones et non Autochtones?

PERSPECTIVES SOCIALES ET THÉORIQUES SUR LA VÉRITÉ, LA JUSTICE ET LA RÉCONCILIATION DANS LES AMÉRIQUES

**Lieu : Salle PK-1140, Pavillon Président-Kennedy,
Université du Québec à Montréal**
201, Avenue du Président-Kennedy, Montréal, H2X 3Y7

**La salle PK-1140 se trouve au premier étage du
pavillon PK**

